

« Déclaration de 2017 »

- Suite aux dramatiques attentats, le Premier Ministre Charles Michel et le Ministre Koen Geens ont pris la décision de réunir de manière informelle les représentants des 6 cultes reconnus et de la laïcité, représentante de la philosophie non confessionnelle.
- Les deux premières rencontres ont permis d'exprimer leur ferme détermination à combattre le terrorisme, le radicalisme et les discours de haine. Mais ces différentes rencontres ont également démontré la nécessité de créer un espace de dialogue permanent entre les autorités, les cultes reconnus et la laïcité.
- Nous vivons des moments comparés à nul autre. En Belgique comme ailleurs en Europe, nos sociétés se sont fragilisées pour de multiples raisons. Les communautés vivent les unes à côté des autres sans nécessairement bien se connaître. La xénophobie, les replis communautaristes prennent de l'ampleur partout en Europe comme le développement de discours non-démocratiques et non respectueux de l'autre et de nos libertés.
- Face à ce constat, le Gouvernement et les représentants des 6 cultes reconnus et de la laïcité, représentante de la philosophie non confessionnelle rappellent que le dialogue entrepris depuis deux années entend être une réponse à la défense de nos valeurs démocratiques.
- Cet espace de dialogue doit permettre de « construire ensemble » une société qui de manière durable garantit la pérennité de nos valeurs fondamentales.
- Les Droits de l'Homme, les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation des Eglises et de l'Etat, la culture du dialogue, la primauté de l'Etat de droit sur la loi religieuse, le droit à choisir son mode de vie sont des valeurs inaltérables sur lesquelles nous ne pouvons transiger, nous devons les défendre. L'impartialité de l'Etat permet cette équidistance entre tous les cultes assurant ainsi la cohésion sociale et pacifique dans une société interculturelle comme la nôtre.
- C'est ensemble que nous devons agir pour garantir une société tolérante où chaque individu peut trouver sa place. C'est ensemble que nous devons œuvrer pour garantir le respect de chaque individu et le respect de chaque communauté religieuse ou philosophique parce que chaque individu a le droit d'exercer ou non un culte sans appréhension et sans discrimination.
- C'est par ce dialogue permanent entre les représentants des cultes et de la laïcité et l'Etat que nous ferons émerger une société de la confiance et une société libre fondée sur le socle commun de valeurs fondamentales.